



Notre exigence : un vrai dialogue social !

Plus de 400 agents de la toute nouvelle Métropole Européenne de Lille se sont mobilisés le 17 mars dernier pour dénoncer les processus de réorganisation - désorganisation des services et l'individualisation des rémunérations. Ils ont aussi exprimé leur soutien à l'attitude responsable des organisations syndicales.

Avec leurs organisations syndicales CGT, Autonomes, FO, FSU, CFTD, des centaines de collègues exigent une réorganisation des services qui respecte les agents, leurs conditions de travail et leur statut de fonctionnaire. Une réorganisation qui leur permette d'assurer leurs missions de service public.

Aujourd'hui, « la réorganisation des services » conduit dans de nombreux secteurs à des dysfonctionnements importants qui nuisent à la qualité du service public que chaque métropolitain est en droit d'attendre.



400 agents ont participé à l'assemblée générale des personnels de la MeL, mardi 17 mars 2015

Après plusieurs demandes de dialogue et de transparence restées infructueuses, les organisations syndicales et les agents ont décidé d'appeler à la **grève ce vendredi 20 mars 2015 de 11h00 à 12h00. Elles ont déposé en ce sens un préavis de grève auprès du Président Castelain pour l'ensemble des agents de la MeL.**

Elles dénoncent la casse du service public et les souffrances que vivent de nombreuses et nombreux collègues. Mobilités forcées débouchant sur une précarité de poste et de hiérarchie, mises en concurrence entre agents internes et externes, incertitudes sur l'avenir, agents sans mission...

Les fonctionnaires territoriaux n'ont pas à porter les conséquences des réorganisations incessantes. Ils n'ont pas à rédiger CV et lettres de motivation. Ils n'ont pas à se vendre ou à être achetés. L'autorité territoriale doit assumer la totale responsabilité des réorganisations : elle doit donner à chaque fonctionnaire un emploi correspondant à son grade et à ses qualifications. N'invertissons pas les rôles !

Les organisations syndicales dénoncent :

- Les pertes de postes et de missions pour des raisons arbitraires ;
- La culpabilisation par la compétition interne et externe ;
- La mise en concurrence des agents sous prétexte de « nouveaux périmètres » ;
- L'absence de visibilité et de dialogue du processus ;
- Le gâchis de temps, d'argent et d'énergie que génère ce mode de faire.

Elles exigent :

- L'arrêt immédiat du processus anxiogène de réorganisation à marche forcée ;
- Le respect du statut et de la gestion des postes, qui doivent être de la responsabilité de l'autorité territoriale et non des agents ;
- L'évolution sensible des régimes indemnitaires par grade ;
- Le refus catégorique de rémunération individualisée.

Les agents de la fonction publique subissent, en effet, une perte mensuelle de 10% de leur pouvoir d'achat (source Insee), en raison du gel de leur point d'indice, qui dure depuis 4 ans maintenant.

Les organisations syndicales exigent de notre Président, des élus, du DGS et des DGA la mise en place d'une nouvelle politique de ressources humaines qui fait place à la concertation et au respect des agents sans mise en concurrence interne. Elles exigent une véritable concertation et de la transparence dans les décisions.

Parce que nous défendons l'idée d'une grande administration où chacune et chacun trouvent sa place et exercent son emploi harmonieusement,

Renforçons la sensibilisation et la mobilisation !

Ce vendredi 20 mars, de 11h00 à 12h00, faisons grève massivement et montrons, ensemble, notre attachement à l'administration et au service public, notre force et notre détermination !

Rassemblement sur le parvis de l'Hôtel de Communauté R+8